

Zeitschrift: NIKE-Bulletin
Herausgeber: Nationale Informationsstelle zum Kulturerbe
Band: 37 (2022)
Heft: 4

Rubrik: Aspekte

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Préserver l'héritage culturel de l'humanité



Nicolas Ducimetière, membre de la Commission suisse pour l'Unesco, est le vice-directeur de la Fondation Martin Bodmer à Cologny (Genève).

Par Julie Gaudio, journaliste, julie.gaudio@journaldujura.ch

Le programme « Mémoire du monde » de l'Unesco fête ses 30 ans cette année. Nicolas Ducimetière, historien et vice-directeur de la Fondation Bodmer, membre de la Commission suisse pour l'Unesco, explique en quoi il est primordial de conserver le patrimoine documentaire, autant que les sites classés.

Quel est le but du programme « Mémoire du monde » créé par l'Unesco ?

NICOLAS DUCIMETIÈRE : L'un des objectifs majeurs du programme consiste à préserver le patrimoine documentaire. Or, dans certains pays, cette conservation peut être un souci concret et réel, notamment par manque de moyens logistiques ou pour des questions idéologiques et politiques. Dans les pays plus stables, le programme vise à mettre en lumière un patrimoine souvent méconnu du grand public, mais aussi des décideurs.

Que recouvre la notion de « patrimoine documentaire » ?

L'acception du terme est assez large. Le patrimoine documentaire se trouve sous forme de livres, d'archives, voire, dans certains cas, d'objets. Parmi les éléments classés en France figure la Tapisserie de Bayeux : il s'agit, certes, d'un objet décoratif, mais il raconte en même temps une histoire par l'écrit. Dans d'autres cas, des textes ont été classés, comme la « Chanson des Nibelungen » – une épopée médiévale –, sur proposition de

la Suisse, de l'Allemagne et de l'Autriche. Les manuscrits se trouvent dans ces trois pays, mais ils forment un corpus inscrit sur le registre.

Selon la définition donnée par l'Unesco, le patrimoine documentaire comprend des documents « qui présentent une valeur significative et durable pour une communauté, une culture ou un pays, ou pour l'humanité en général ».

Sur quoi se fonde cette définition ?

Les objets doivent représenter la particularité culturelle d'un pays, mais il faut également qu'ils aient une certaine résonance en dehors des frontières, étant donné que l'Unesco porte des valeurs humanistes universelles.

Qui peut juger d'une telle valeur significative ?

Dans certains pays, il existe un comité spécial « Mémoire du monde » composé d'historiens et d'experts. En Suisse, cette structure ad hoc n'existe pas, donc cette charge revient à la Commission suisse pour l'Unesco. Chaque pays peut déposer deux candidatures, tous les deux ans.



La Fondation Martin Bodmer conserve une collection exceptionnelle d'inscriptions, de manuscrits et d'imprimés, classée au registre « Mémoire du monde » de l'Unesco. Vitæ sanctorum (Passionnaire de Weissenau), Abbaye de Weissenau, XII^e siècle, initiale historiée présentant un autoportrait du moine-enlumneur Rufillus. © Fondation Martin Bodmer, Naomi Wenger

Il revient ainsi à chaque pays de décider quels sont les documents dignes d'être classés sur le registre. Les dirigeants politiques ne seraient-ils alors pas tentés de présenter des archives servant leurs causes ?

Récemment, ce classement de fonds patrimoniaux documentaires a effectivement été instrumentalisé politiquement. La Chine, le Japon et la Corée du Sud ont notamment voulu déposer des documents légitimes, à mon sens, mais porteurs d'une histoire encore douloureuse dans les rapports bilatéraux entre ces pays. La Corée du Sud a souhaité classer les archives de la prostitution imposée par l'armée japonaise (« femmes de réconfort ») ; la Chine a mis en avant les archives du massacre de Nankin perpétré par l'armée japonaise ; et le Japon, se sentant bafoué, a proposé les lettres d'adieu des kamikazes.

Quelles ont été les conséquences ?

Audrey Azoulay, la directrice générale de l'Unesco, a décidé de stopper momentanément les candidatures, afin de mieux comprendre comment les choix devaient être faits. Désormais, le Comité international d'experts a gagné en poids, tandis que les pays sont plus décisionnaires que jadis : cela signifie notamment que chaque candidature doit absolument être portée par les commissions nationales pour l'Unesco.

En Suisse, quels sont les documents inscrits au registre « Mémoire du monde » ?

La Suisse compte à ce jour cinq éléments, dont le premier a été inscrit en 2011. Il s'agit des manuscrits de Jean-Jacques Rousseau, conservés à Genève et à Neuchâtel. L'héritage audiovisuel du Montreux Jazz Festival a été classé en 2013, suivi de la Biblioteca Bodmeriana – l'une des plus importantes bibliothèques privées au monde – deux ans plus tard. Ces candidatures ont été initiées par les institutions elles-mêmes, sans qu'il existe véritablement une structure helvétique. A partir de 2016, la Commission suisse pour l'Unesco a commencé à développer ce programme et pour la session 2017, nous avons eu deux inscriptions au registre : les déclarations faites par les peuples autochtones aux Nations unies entre 1982 et 2015 (archives du Docip, le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones), ainsi que le patrimoine documentaire de l'Abbaye de Saint-Gall.

En quoi est-ce important de préserver le patrimoine documentaire ?

Comme le nom du programme de l'Unesco l'indique, celui-ci vise à préserver la mémoire. Dans les pays en guerre, la culture est effectivement souvent prise pour cible. Avec la destruction de la bibliothèque de Sarajevo

en 1992, on s'est aperçu qu'il ne s'agissait pas d'un ou deux obus lancés malencontreusement sur ce lieu, mais bel et bien d'une volonté déterminée de réduire en cendres des pans entiers de la mémoire pour permettre une acculturation des peuples. L'importance de préservation est ainsi bien réelle, ne serait-ce que pour éviter des réécritures de l'Histoire. En outre, il faut garder à l'esprit que les textes inscrits au programme « Mémoire du monde » sont des textes fondamentaux : ils ont façonné le monde dans lequel nous vivons. Afin de mieux le comprendre, il nous faut préserver les traces initiales, sans altération. Le patrimoine documentaire est un héritage dont nous ne pouvons nous passer. ■

Trente ans au service de la mémoire du monde

Le programme « Mémoire du monde » a été créé en 1992 par l'Unesco, à la suite de la destruction de la bibliothèque de Sarajevo, durant la guerre de Bosnie-Herzégovine. Le programme vise ainsi à faciliter la conservation du patrimoine documentaire, en favoriser l'accès universel ainsi qu'à sensibiliser le monde entier de son existence et de son intérêt. Ceci afin d'empêcher la perte irréversible de mémoire collective.

Une inscription au registre international ne donne lieu à aucun subside de l'Unesco. Il permet en revanche de mettre en lumière des documents, écrits ou audiovisuels, et ses bonnes pratiques visant à sa conservation et son accès au grand public.

Depuis 1992, le registre de l'Unesco, consultable à l'adresse webarchive.unesco.org, a enregistré plus de 400 inscriptions partout dans le monde.

Dampftriebwagen CZm 1/2
Nr. 31 (Baujahr 1902)
von SBB Historic.
© Hugo Wenger



Sicher unterwegs im Kulturgut Eisenbahn

Von Hugo Wenger, Präsident HECH, wenger.duernten@bluewin.ch

Historische Züge sollen nicht nur auf Nebenstrecken fahren oder im Museum stehen. Damit Triebfahrzeuge von gestern auf dem Schienennetz von heute verkehren dürfen, hat der Verband historischer Eisenbahnen Schweiz ein Verfahren zur Risikoanalyse entwickelt.

dieses Jahr feiert die Schweiz die Eisenbahn. Vor 175 Jahren, am 9. August 1847, nahm die «Spanisch-Brötli-Bahn» zwischen Baden und Zürich als erste Eisenbahn unseres Landes den fahrplanmässigen Betrieb auf. Der Beginn des Eisenbahnzeitalters vor 175 Jahren legte den Grundstein für eine epochale industrielle, technologische, räumliche und gesellschaftliche Entwicklung der Schweiz. Die Eisenbahn ist heute nicht nur ein wichtiges Transportmittel, sondern auch ein Kulturgut, das in der Bevölkerung viel Rückhalt geniesst. Es zu erhalten und sogar aktiv zu betreiben, ist nicht einfach. Um auf dem modernen Schienennetz zu verkehren, bedarf es wichtiger technischer Voraussetzungen.

Fahrzeughalter und -betreiber sowie Bahninfrastruktur- und Verkehrsunternehmen arbeiten beim Erhalt des historischen Erbes des Schienenverkehrs eng zusammen. So sucht man in Übereinkunft mit dem Bundesamt für Verkehr und weiteren Behörden nach vertretbaren Lösungen und koordiniert technische Auflagen. In Fachgruppen werden aktuelle Themen aus den Bereichen Betrieb, Technik, Fahrzeugunterhalt sowie Sicherheit angepackt. Dies erfolgt in erster Linie unter der Schirmherrschaft des Verbandes historischer Eisenbahnen Schweiz (HECH), dem heute 76 Mitgliedsbahnen angehören, verteilt auf alle Landesteile und tätig auf der Normalspur wie auf der Meter- oder der Spezialspur. Viele Mitgliedsbahnen

Dank Risikoanalyse dürfen Zeugen der Bahngeschichte auch ohne neues elektronisches Zugsicherungssystem fahren: elektrischer Triebwagen ABDe 2/4 Nr. 102 (Baujahr 1945) von RVT Historique.

© Hugo Wenger



sind Vereine, bei denen alles ehrenamtlich, in der Freizeit und mit unermüdlichem Engagement erledigt wird. Bei ihnen können verordnete technische oder betriebliche Anpassungen schnell grosse finanzielle Auswirkungen haben. Doch das meist vorbildlich restaurierte rollende Kulturgut sollte betriebsfähig erhalten bleiben und nicht nur in Museen zu bestaunen sein und vor sich hin schlummern.

Klare Regeln

Damit beispielsweise historische Triebfahrzeuge auf dem Schweizer Normalspur- oder Meterspurnetz an der Spitze eines Zuges auf die Fahrt geschickt werden dürfen, ist eine bedeutende Richtlinie des Bundesamtes für Verkehr (BAV) einzuhalten. Grundsätzlich sind alle zugführenden Fahrzeuge mit dem Zugbeeinflussungssystem auszurüsten, das auf der jeweils befahrenen Infrastruktur installiert ist. Diese klare Regelung ist nicht immer einfach auf historische Triebfahrzeuge zu übertragen. Oft gibt es schlicht keine technische Möglichkeit, die erforderlichen Geräte in den alten Lokomotiven einzubauen, oder es fehlt gerade bei Dampflokomotiven die dafür nötige Stromversorgung. Auch finanzielle Gründe spielen massgebend mit, denn die Kosten für eine technische Anpassung stehen in keinem vertretbaren Verhältnis zu den wenigen Einsätzen der historischen Fahrzeuge. Also sahen sich die historischen

Bahnen schon vor Jahren herausgefordert, das Problem vernünftig anzupacken.

Für Fahrten ohne ausreichende Zugbeeinflussung braucht es eine Genehmigung der Abweichung von gültigen Vorschriften gemäss Eisenbahnverordnung mit dem Nachweis, dass der Grad an Sicherheit gewährleistet ist oder kein inakzeptables Risiko entsteht und alle verhältnismässigen risikoreduzierenden Massnahmen ergriffen wurden. Vielfach ist die geforderte Ausrüstung eines historischen Triebfahrzeuges nicht möglich. In solchen Fällen zeigt die BAV-Richtlinie den Eisenbahnverkehrsunternehmen und Infrastrukturbetreiberinnen auf, welche Anforderungen an Gesuche zum Einsatz von zugführenden Fahrzeugen ohne ausreichende Zugbeeinflussung gestellt werden. Darunter fällt die Möglichkeit von Fahrten unter Anwendung einer «Generischen Risikoanalyse für Fahrten ohne ausreichende Zugbeeinflussung». Zusammen mit dem im Eisenbahnwesen tätigen Ingenieurbüro Enotrac in Thun hat der Verband historischer Eisenbahnen Schweiz für Fahrten auf Normalspurnetzen eine Risikoanalyse erarbeitet. Später kam eine weitere Risikoanalyse für Fahrten auf Meterspurnetzen und Spezialspurstrecken hinzu.

Faire Lösung

Die Generischen Risikoanalysen des HECH für Fahrten ohne ausreichende Zugbeeinflussung erfüllen die Forderungen des

Bundesamtes für Verkehr. Mit dem in den Risikoanalysen beschriebenen Vorgehen besteht ein einheitliches Verfahren, um bei nicht ausreichender fahrzeugseitiger Zugbeeinflussung trotzdem einen sicheren Betrieb zu gewährleisten. Die Dokumente beschreiben verständlich die erforderlichen praxistauglichen risikomindernden Massnahmen für Fahrten mit historischem Rollmaterial ohne ausreichende Zugbeeinflussung. Alle fünf Jahre sind die Risikoanalysen zu überarbeiten. In diesen Weiterentwicklungen soll den aktuellen und, soweit möglich, den künftigen Anforderungen Rechnung getragen werden. Ein einheitliches Gesuchs- und Genehmigungsverfahren regelt die Anwendung. Und die Risikoanalysen sind der Nachweis, dass historische Züge unter Anwendung der erforderlichen risikomindernden Massnahmen trotz fehlender Zugbeeinflussungseinrichtung mit akzeptablem Risiko auf Normal-, Meter- und Spezialspurstrecken verkehren können. Jährliche Berichte des Verbandes HECH an das Bundesamt für Verkehr über durchgeführte Fahrten, gefahrene Kilometer und die Risikokennzahlen pro Eisenbahnverkehrsunternehmen und pro Triebfahrzeug runden die Erfordernisse ab.

Damit ist eine sinnvolle, faire Lösung entstanden, die Zeitzeugen der Schweizer Bahngeschichte für die Öffentlichkeit und die vielen Fans noch möglichst lange aktiv über die Gleise fahren zu lassen. ■